

Shaw, Paul R. (1985) *Intermetropolitan Migration in Canada : Changing Determinants over three Decades*. Toronto, NC Press, 200 p. (no 89-504 au catalogue de Statistique Canada).

Hervé Gauthier

Volume 30, Number 80, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021811ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021811ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gauthier, H. (1986). Review of [Shaw, Paul R. (1985) *Intermetropolitan Migration in Canada : Changing Determinants over three Decades*. Toronto, NC Press, 200 p. (no 89-504 au catalogue de Statistique Canada).] *Cahiers de géographie du Québec*, 30(80), 305–306. <https://doi.org/10.7202/021811ar>

SHAW, Paul R. (1985) *Intermetropolitan Migration in Canada: Changing Determinants over three Decades*. Toronto, NC Press, 220 p. (n° 89-504 au catalogue de Statistique Canada) *.

Pour situer quelque peu le contexte de l'étude, mentionnons d'abord que la part des régions métropolitaines de recensement (RMR : zone habitée de 100 000 habitants ou plus) dans la population canadienne est passée de 46% à 54% entre 1951 et 1981 (excluant Oshawa et Trois-Rivières dont les limites géographiques n'avaient pas encore été ajustées pour toute la période au moment où l'auteur rédigeait son rapport). L'étude porte sur les migrations entre 17 des 24 RMR, soit celles définies au moment du recensement de 1961. Les migrations intermétropolitaines ne constituent en fait qu'une partie de la mobilité de la population canadienne. Ainsi, selon le recensement de 1981, 670 000 personnes âgées de 5 ans et plus ont accompli une migration intermétropolitaine au cours des 5 années précédentes. Ce nombre représente 6,3% de l'ensemble des personnes ayant déménagé au cours de la même période, 13,2% des migrants (un migrant est une personne ayant déménagé dans une autre municipalité) ou encore 26% des migrants s'étant déplacé vers une RMR, entre RMR ou d'une RMR dans une région non-RMR. Pourquoi alors se concentrer sur les migrations intermétropolitaines seulement? L'auteur avance trois motifs pour justifier ce choix (p. 12) : 1) en retenant des zones métropolitaines, le processus migratoire peut être analysé à l'intérieur d'un système comprenant à la fois l'origine et la destination ; 2) les RMR sont beaucoup plus homogènes, sur le plan du revenu ou du logement par exemple, que les provinces, permettant par le fait même une évaluation plus rigoureuse de l'influence des caractéristiques socio-économiques sur la migration ; et 3) des matrices de flux migratoires entre les RMR peuvent être construites à partir des données provenant de plusieurs recensements, augmentant ainsi la taille de l'échantillon et la fiabilité de l'analyse.

Deux objectifs ont guidé l'auteur dans son travail. Le premier est de bâtir un modèle de la migration intermétropolitaine qui a une utilité explicative et prédictive. Le modèle est testé à partir des données migratoires touchant quatre périodes : 1956-1961, 1966-1971, 1971-1976 et 1976-1981 et il fait appel à un grand nombre de variables (15 au total) qui différencient les RMR les unes des autres : salaires, croissance de l'emploi, taux de chômage, transferts gouvernementaux aux provinces, coût de l'habitation, climat, langue, scolarité... À noter qu'il s'agit de mesures structurelles (différence dans le niveau salarial moyen entre deux RMR ou dans la décroissance de l'emploi, par exemple) plutôt que de caractéristiques individuelles des migrants. Le modèle est du type « coût-bénéfice », mais il ne se limite pas aux variables traditionnelles associées à la décision de migrer. Une telle perspective découle du second objectif de l'étude qui est d'évaluer dans quelle mesure les facteurs de la migration ont changé au cours de la période considérée. L'hypothèse principale est en effet que les variables économiques ou reliées au marché du travail n'expliquent pas autant qu'autrefois la décision de migrer.

Shaw parvient à la conclusion qu'effectivement l'influence des variables économiques traditionnelles, tels les salaires, l'emploi et le cycle économique, a diminué dans le temps. D'un autre côté, l'influence de variables que l'on peut relier au secteur public, les paiements de péréquation fédéraux et l'assurance-chômage, augmente après 1971. Par conséquent, la politique fiscale et la sécurité sociale auraient comme effet (non prévu) de réduire la motivation à migrer pour des motifs d'emploi ou de revenu.

Une implication de ces résultats concerne les outils utilisés jusqu'ici dans le cadre de la politique de la main-d'œuvre en vue d'influencer les migrations entre les différents marchés de l'emploi : toute action du genre création d'emplois, formation ou encore d'ordre salarial est condamnée à avoir moins d'effet sur la migration que ce n'était le cas autrefois. L'auteur ne va pas jusqu'à recommander de remettre en cause les actions fiscales du gouvernement (péréquation, assurance-chômage). Il se contente d'indiquer que les mécanismes du marché voient leur influence sur la migration diminuer et qu'une telle situation découle de la place que la société accorde au gouvernement.

* Il existe également une version française de cet ouvrage.

Le ton de l'étude n'est aucunement polémique, mais ses conclusions peuvent amener le lecteur à s'interroger sur les implications de l'intervention gouvernementale. Cependant, les actions gouvernementales retenues dans le modèle ne constituent qu'une bien faible proportion des actions gouvernementales pouvant avoir un effet sur la migration au Canada : politiques industrielles, politiques douanières, politiques des réseaux de communications... L'ensemble de ces politiques favorise probablement les migrations interprovinciales, dont les migrations intermétropolitaines, au détriment des mécanismes du marché. Les mesures publiques retenues par R.P. Shaw viendraient donc adoucir quelque peu l'ensemble des effets du secteur public sur les migrations. Il est possible de croire en effet que les mécanismes du marché favoriseraient beaucoup plus les échanges avec le sud, i.e. avec les États-Unis : à la limite, si les mécanismes du marché jouaient pleinement, ils menaceraient probablement l'existence même du Canada. Une autre remarque concerne la variable chômage. L'auteur admet que les données pour cet indicateur provenant de sources différentes, cela entraîne des variations dans l'estimation du phénomène (appendice 1, p. 176). Il aurait fallu, il me semble, discuter davantage des implications des différences dans les sources de données et les définitions (entre recensements et enquête sur la population active, entre enquête révisée et non-révisée sur la population active). Ainsi l'importante révision de l'enquête sur la population active en 1975 a généré un taux de chômage moins élevé pour le Québec et les provinces de l'Est en général mais plus élevé pour l'Ontario et les provinces de l'Ouest : est-ce que de tels effets dus au changement dans les caractéristiques de l'enquête rendent peu fiables l'utilisation de la variable chômage dans l'explication des migrations intermétropolitaines ?

Il s'agit d'une étude très sérieuse qui va au-delà de ce que l'on connaissait des migrations intermétropolitaines. L'auteur a le souci de bien expliquer sa démarche, ce qui n'est pas toujours le cas des travaux économétriques. L'étude est intéressante aussi par la revue qui y est faite de la littérature ayant trait à la migration interprovinciale au Canada. Finalement, le fait qu'un éditeur privé ait réalisé la publication a sûrement procuré à l'auteur une plus grande liberté d'expression.

Hervé GAUTHIER
*Bureau de la statistique du Québec
Gouvernement du Québec*

DELAGE, Denis (1985) *Le pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du nord-est, 1600-1664*. Montréal, Boréal Express, 416 p.

Le pays renversé, c'est avant tout l'histoire de la désintégration d'une civilisation (amérindienne) suite à son intégration au sein du système économique mondial. À partir d'une problématique fondée sur la théorie de l'échange inégal, ce livre décrit les mécanismes internes (désagrégation d'un milieu socio-économique) et externes (interventions coloniales) qui ont entraîné la chute des sociétés amérindiennes de l'Amérique du nord-est.

Dans un premier temps, l'auteur décrit une Europe en mutation qui sera génératrice des différentes politiques d'intégration du nord-est américain, au sein de l'économie « monde-atlantique ». La Hollande (Pays-Bas), dont le rôle colonial fut déterminant, y occupe une place prédominante. En effet, au tournant du XVI^e siècle, ce petit pays contrôle une bonne part du commerce international. Cette brève description permet la mise en place des éléments qui ont précédé la colonisation et qui expliquent les différentes pratiques coloniales mises de l'avant par les États européens.

Sans en utiliser les termes et le langage, cette thèse (puisque'il s'agit d'une thèse de doctorat) se veut toutefois résolument géopolitique. En fait, elle nous présente les groupes ainsi que les éléments contextuels qui ont favorisé l'absorption d'un système socio-économique indépendant (nord-américain) par l'économie européenne, donnant ainsi naissance à ce que l'on appellera l'économie « monde-atlantique ».